Madagascar : un concert à Paris pour les enfants de Mananjary

Alors que tous les regards sont tournés vers l'Ukraine, n'oublions pas Madagascar ! Les dégâts dans la ville de Mananjary, détruite à 90% par le passage du cyclone Batsirai, contraignent toujours plusieurs dizaines de milliers d'habitants de la région à vivre dans les conditions les plus précaires. Le Défap s'est associé à la fondation La Cause, qui gère deux orphelinats sur place, ainsi qu'à ADRA et aux Amis du Catja, pour aider les centres d'accueil d'enfants abandonnés à retrouver une autonomie. Votre aide est essentielle ! La Cause organise un concert de soutien vendredi prochain : rendez-vous à 20 heures à l'Église américaine de Paris, 65 Quai d'Orsay, pour écouter les 80 choristes et musiciens de la Chorale Huit de Chœur de Versailles chanter pour Madagascar.



Dégâts du cyclone Batsirai au niveau de la nurserie du centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

À Mananjary, nous avons plus que jamais besoin de votre aide. La Cause, cheville ouvrière du groupe qui s'est mis en place pour aider à la reconstruction après le passage du cyclone Batsirai, a pu obtenir des vivres pour les centres d'enfants abandonnés : de quoi tenir deux mois. Mais il faut sortir du cadre de l'urgence, rendre à ces centres leur autonomie pour qu'ils puissent de nouveau avoir les moyens de prendre soin des quelque 130 enfants hébergés sur place.

La situation à Mananjary, un mois après le passage du cyclone Batsirai, reste extrêmement précaire. Les habitants reconstruisent comme ils peuvent les habitations les plus légères, refixent des tôles sur les toitures arrachées (quand ils peuvent s'en procurer : les prix ont grimpé en flèche depuis la catastrophe), mais sont toujours dépendants de l'aide internationale pour subsister au quotidien. Outre les

morts lors de la tempête et les 54.000 sinistrés recensés, il y a de nombreux blessés, qui n'ont pu être soignés correctement, comme en témoigne l'antenne locale de Médecins Sans Frontières.

L'évaluation des dégâts par les ingénieurs d'ADRA est en cours

Dans les deux centres d'accueils d'enfants soutenus par La Cause, le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et Akany Fanantenana, il faut tout à la fois reconstruire et reconstituer élevages et cultures vivrières qui permettent habituellement de se nourrir au quotidien. Les ingénieurs d'ADRA évaluent les dégâts pour savoir quels bâtiments pourront avoir une nouvelle toiture, et ceux qu'il faudra en partie reconstruire car trop endommagés. Dans l'un comme dans l'autre centre, élevages et cultures vivrières ont été totalement détruits.



Dégâts du cyclone Batsirai au Catja, à Mananjary © Catja

Le Défap, La Cause, ADRA, les Amis du Catja ont lancé des appels aux dons. Tous participeront à financer la reconstruction. À l'initiative de La Cause, un concert de soutien est également organisé vendredi 18 mars à 20 heures, à l'Église américaine de Paris, 65 Quai d'Orsay (VIIème arrondissement). L'entrée sera libre, mais votre solidarité sera appréciée. Vous pourrez écouter les 80 choristes et musiciens de la Chorale Huit de Chœur de Versailles chanter pour Madagascar. Constituée en 1984 (sous l'appellation Chorale du Centre Huit) à partir de la chorale de la communauté protestante de Versailles, elle est dirigée depuis 2015 par Mata Zerbo, dont le souci premier est de permettre à chacun d'exprimer ce qu'il est au travers du chant, perpétuant ainsi l'esprit de la chorale initié par Pierrette Allaigre, sa créatrice, et cheffe durant 30 années. Le répertoire est celui des grandes œuvres musicales de la renaissance à nos jours. Il est très varié et s'enrichit chaque année de nouvelles œuvres. Vous pouvez trouver ci-dessous un aperçu du programme musical de cette soirée :

Programme musical

Surprise de l'organiste!

Alleluja (W.Boyce)
Jesus meine Freude, extrait du Motet BWV 227 (J.S. Bach)
Jesus bleibet meine Freude, extrait de la Cantate BWV 147 (J.S. Bach)
I cieli immensi narrano, Psaume XVIII (B. Marcello)
Calme des nuits (C. Saint-Saëns)

Deh, vieni alla finestra de l'opéra Don Giovanni (W.A. Mozart)
Ninna Nanna (Anonymus)

Improvviso (B. de Marzi)
Signore delle cime (B. de Marzi)

Les Trois Cloches (Gilles)
Mille lire al mese (G. Mazzi)

Surprise de la pianiste!

Dieu tu semas dans nos âmes de l'opéra Don Carlos (G. Verdi)
Angiol di pace de l'opéra Beatrice di Tenda (V. Bellini)

Ihr weisen Gründer, WoO 95 (L. Beethoven)
Ubi caritas (O. Gjeilo)
Baba Yetu, Notre Père en swahili (C. Tin)

Surprise du percussionniste!

Dal tuo stellato soglio de l'opéra Moïse et Pharaon (G. Rossini)

Au cours de la même soirée, l'artiste-peintre Marie-Dominique Willemot offrira l'une de ses œuvres (« Evanescence », acrylique sur toile de 2018) en faveur de l'action humanitaire de la fondation La Cause à Mananjary pour la reconstruction des centres détruits par le cyclone. Ce tableau magnifique, exposé par l'artiste lors du concert, sera mis en vente le même soir au prix exceptionnel de 500 euros minimum (cotation

du tableau 1500 euros). Pour le réserver, merci de vous adresser aux représentants de la Chorale Huit de Chœur. Le paiement peut être effectué par chèque bancaire à l'ordre de la Fondation La Cause.



« Evanescence » acrylique sur toile de 2018 © Marie-Dominique Willemot

Nous vous rappelons aussi l'appel aux dons lancé par le Défap en soutien à La Cause. Pour donner, plusieurs solutions :

Envoyer un chèque libellé « Reconstruction Mananjary 2022 » à l'ordre du Défap : Service protestant de Mission – Défap 102

Bd Arago – 75014 Paris
Par virement au Défap : DEFAP – Mission protestante – « Reconstruction Mananjary 2022 » – FR56 2004 1000 0100 0528 9E02 025 – PSSTFRPPPAR – Banque Postale
Ou alors par carte en passant par Hello asso et le formulaire ci-dessous :

Madagascar : reconstruire et faire revivre

La solidarité du protestantisme français s'organise pour venir en aide aux enfants de Mananjary, ville qui a été détruite à plus de 90% par le cyclone Batsirai. Après l'appel aux dons de la Fondation du Protestantisme, voici le projet que mettent en place la fondation La Cause, le Défap, les Amis du Catja et ADRA. Le but étant de dépasser l'urgence, pour reconstruire sur le long terme. Pour cela, votre aide est essentielle.



Dégâts du cyclone Batsirai au Catja, à Mananjary © Catja

À Mananjary, tout est à reconstruire. Non seulement les bâtiments, mais surtout les relations au sein d'une communauté privée d'un seul coup de tout ce qui lui permet de vivre.

Sitôt après le passage du cyclone Batsirai, les grandes agences internationales comme le PAM (Programme Alimentaire Mondial), qui avaient anticipé la crise, ont commencé à acheminer nourriture et eau pour les milliers de personnes évacuées, puis regroupées dans des centres d'hébergement temporaire. Le milieu protestant n'est pas en reste : Medair, agence spécialisée dans l'urgence et présente à Madagascar depuis 2002, s'occupe en ce moment-même du problème de l'eau potable en désinfectant l'eau de puits contaminés après la tempête, pour lutter contre le risque de développement de maladies.

Mais l'urgence n'a qu'un temps. Voilà pourquoi un mouvement de

solidarité regroupant plusieurs organismes français déjà impliqués à Madagascar est en train de se développer. Il associe pour l'heure le Défap, La Cause, les Amis du Catja, ADRA, et a obtenu un premier soutien de la Fondation du Protestantisme. Ce mouvement s'organise autour de la prise en charge des plus fragiles au sein de la société de Mananjary : les enfants abandonnés, recueillis dans des centres qui ont eux-mêmes été durement touchés par le cyclone.

Passer le cap de l'urgence

Les relations entre le protestantisme français et le protestantisme malgache sont établies de longue date ; elles ont perduré à travers les difficultés et les aléas politiques qu'a pu connaître la Grande Île depuis son indépendance. Les Malgaches constituent une communauté nombreuse et très impliquée dans de nombreuses paroisses de l'Église protestante unie de France. À Madagascar même, le Défap entretient des relations avec les deux principales Églises protestantes, la FJKM et la FLM, pour des projets et des envois de volontaires concernant surtout le domaine de l'enseignement. La fondation La Cause s'investit pour sa part surtout dans le domaine de l'aide à l'enfance, en soutenant des orphelinats, en organisant un programme de parrainages et d'adoptions internationales. Pour nombre de familles protestantes de France, les noms de Mananjary, du Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et d'Akany Fanantenana sont déjà connus. Et entre La Cause et le Défap, les relations sont étroites. Des missions sont organisées en commun, Mananjary a été le lieu de mission de divers envoyés du Défap par le passé – même si les envoyés de 2021-2022 sont aujourd'hui présents plus au nord et à l'ouest. Et dans le livre d'or du centre Akany Fanantenana, on peut lire encore les mots et les signatures laissés au fil des ans par des visiteurs du Service protestant de mission.



Dégâts du cyclone Batsirai au niveau de la nurserie du centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Au Catja comme au centre Akany Fanantenana, les bâtiments ont souffert, bien sûr ; mais c'est surtout l'ensemble d'un écosystème qui a été ravagé. Cultures, basses-cours, élevages divers qui permettent d'alimenter le quotidien : il ne reste plus rien. Cela concerne les centres eux-mêmes, qui ont leurs propres cultures, mais aussi la population avoisinante avec laquelle ils entretiennent des relations d'échange et de solidarité. Se contenter d'approvisionner ces centres, ce serait les condamner à être longtemps dépendants d'une aide extérieure.

Objectif : revenir à une vie normale d'ici septembre

Pour passer ce cap de l'urgence, La Cause est en relation avec ADRA-Madagascar, dont les ingénieurs, sur place, évaluent les

dégâts matériels et les besoins en termes de reconstruction. La plupart des habitations sont légères – mais depuis le passage de Batsirai, même les tôles à fixer sur les toitures ont vu leur prix croître démesurément. Et des bâtiments en dur ont parfois aussi subi des dégâts impressionnants. Parallèlement à cette première évaluation, il faut bien sûr fournir des denrées d'urgence, et prévoir de maintenir l'effort sur plusieurs mois. La Cause est la cheville ouvrière de ce travail, avec le soutien financier du Défap et avec l'appui technique d'ADRA. Verger, cultures vivrières, poules, puis mobilier pour les salles : le but est un retour à une vie aussi normale que possible à la rentrée de septembre.

Pour l'heure, les ingénieurs d'ADRA définissent les besoins matériels. L'association des Amis du Catja a lancé un appel au soutien de ses membres, dont beaucoup sont des parents d'enfants adoptés à Mananjary. Le Défap, La Cause, les Amis du Catja et ADRA pourront ensuite se coordonner pour définir ce que chacun prend en charge, en fonction des soutiens déjà obtenus de la Fondation du Protestantisme et des dons qui auront été récoltés.

Soutenir ces enfants et ceux qui les accueillent ne se fera pas sans vous. Nous avons besoin de vous. Aidez-nous à les aider.

Pour donner, plusieurs solutions :

Envoyer un chèque libellé « Reconstruction Mananjary 2022 » à l'ordre du Défap : Service protestant de Mission – Défap 102 Bd Arago – 75014 Paris
Par virement au Défap : DEFAP – Mission protestante – « Reconstruction Mananjary 2022 » – FR56 2004 1000 0100 0528 9E02 025 – PSSTFRPPPAR – Banque Postale
Ou alors par carte en passant par Hello asso et le formulaire ci-dessous :

Madagascar : l’appel de la Fondation du Protestantisme

Deux semaines après le cyclone Batsirai qui avait causé la mort de plus de 120 personnes et fait 50.000 déplacés, le cyclone Emnati a touché à nouveau la côte sud-est de Madagascar ce mardi 22 février. La Fondation du Protestantisme, qui gère notamment la plateforme Solidarité Protestante dont fait partie le Défap, lance un appel aux dons, relayé par l’Eglise protestante unie de France.



Dégâts du cyclone Batsirai © FJKM

La **Fondation du protestantisme** lance un appel à la générosité et à la solidarité pour subvenir aux besoins d'urgence d'une population parmi les plus pauvres au monde et fragilisée par le passage de plusieurs tempêtes.

Le cyclone tropical intense surnommé « Emnati » a frappé La Grande Île ce mardi 22 février ; d'après les prévisions, il devait s'abattre dans la même zone que le premier cyclone « Batsirai », le 5 février dernier. Les rafales de vents enregistrées lundi atteignaient déjà les 190 km/h.

L'œil du cyclone est arrivé sur la ville de Mananjary déjà largement dévastée il y a deux semaines. Il ne reste pas beaucoup de toits à arracher. Les sinistrés qui avaient pu s'aménager un abri de fortune sont certains de devoir recommencer.

Or l'aide humanitaire extérieure, surtout alimentaire venant de l'étranger pour les victimes du premier cyclone, est arrivée par voie aérienne à Tananarive. L'acheminement terreste reste une difficulté supplémentaire, sur des routes habituellement en très mauvais état et détériorées par les glissements de terrain et les coulées de boue qui ont fait plus de 120 victimes en 15 jours.

Merci par avance pour votre aide précieuse à la Fondation du protestantisme
qui marque votre solidarité auprès de Madagascar : faire un don

Retrouvez ci-dessous plus d'images de Madagascar :

Courrier de mission : les défis de l’éducation en Haïti

Christon St Fort, président de la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d’Haïti) et Sylvain Cuzent, qui

a été envoyé du Défap deux ans dans ce pays, étaient tous deux les invités de Marion Rouillard lors de l'émission du 26 janvier de « Courrier de mission – Le Défap », diffusée sur Fréquence Protestante.



Une classe en Haïti © Sophie Reille pour Défap

Haïti fait partie de ces pays dont on n'entend le plus souvent parler qu'à l'occasion de catastrophes. Les tremblements de terre y sont fréquents : le dernier en date s'est produit peu avant la mi-janvier. L'île se situe en effet à la jonction entre la plaque tectonique Caraïbe et la plaque nord-américaine, d'où des mouvements fréquents. Avant cela, un autre séisme s'était produit en août 2021. Le plus violent au cours de ces dernières années s'était produit en 2010 : il s'était traduit par la destruction d'une bonne partie de la capitale, Port-au-Prince, faisant 280.000 morts, 300.000 blessés et 1,3 million de sans-abris. Les cyclones y sont aussi fréquents et destructeurs. Et la société haïtienne elle-même est fortement instable : instabilité politique (illustrée

par l'assassinat du président Jovenel Moïse), instabilité sociale alimentée par la pauvreté et les inégalités, emprise des gangs qui contrôlent certaines parties du territoire et sont capables de tenir tête à des forces de l'ordre moins bien armées…

L'éducation, prioritaire pour permettre aux Haïtiens de prendre leur destin en main

Mais une bonne partie des maux d'Haïti proviennent de la société haïtienne elle-même. Si les tremblements de terre y sont aussi meurtriers, c'est parce que les constructions y sont fragiles et inadaptées au risque sismique. Si les tempêtes font autant de dégâts, c'est parce que l'île a subi une déforestation galopante depuis deux siècles, au point que 95% de sa couverture végétale a disparu, accroissant les risques d'inondations et de glissements de terrain. Si la société y est aussi inégale, c'est en grande partie par défaut d'éducation, qui bride toute possibilité d'ascension sociale.

Au-delà des besoins d'intervention dans les situations d'urgence, l'éducation est donc un secteur prioritaire pour permettre aux Haïtiens de prendre leur destin en main. C'est précisément un secteur dans lequel le Défap est engagé, à travers son partenariat avec la FEPH, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti. Christon St Fort, son directeur, était précisément l'invité en janvier de Marion Rouillard dans l'émission « **Courrier de mission – le Défap**« , diffusée sur Fréquence Protestante le 4ème mercredi de chaque mois, de 13h15 à 13h45.

Haïti et la FEPH, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 janvier 2022 sur Fréquence Protestante

En Haïti, l'éducation est un secteur où les besoins sont

criants : selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, grâce à son réseau de plus de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

« Aider les enfants à acquérir une culture de la prévention »



Christon St Fort © Défap

Au cours de cette émission, Christon St Fort a souligné les défis auxquels les écoles haïtiennes doivent s'adapter – comme celui de l'insécurité : « nous vivons une situation exceptionnelle avec la présence de « poches » qui sont contrôlées par des gangs », a-t-il rappelé, avant d'évoquer les mesures prises pour contourner ce problème : suivi à distance, changement des horaires de cours… Mais il a aussi souligné l'importance de la formation des élèves aux « gestes qui sauvent » dans le cadre de la gestion des risques de désastres. « Le séisme du 12 janvier 2010, rappelle-t-il, nous a amenés à comprendre combien il est important d'aider les enfants à acquérir une culture de la prévention ; par l'éducation, on peut ainsi aboutir à un changement des comportements. Dans ce travail, nous sommes accompagnés par des partenaires : l'un d'eux, présent depuis l'origine, c'est le Défap. Dès 2010 et jusqu'à aujourd'hui, il a accompagné la FEPH dans son programme de gestion des risques de désastres. Et grâce à ce programme, des milliers d'enfants connaissent aujourd'hui les gestes qui sauvent lors d'une catastrophe. »

Sylvain Cuzent, qui a été envoyé en Haïti pendant deux ans à partir de 2013, prenant la suite du pasteur Philippe Verseils, était également invité lors de cette émission pour rappeler le soutien du Défap depuis le séisme du 12 janvier 2010. Il a souligné notamment « l'importance de la relation fraternelle, de confiance » qui s'est établie avec la FEPH. Si le Défap « n'est pas le premier partenaire financier de la FEPH, c'est une organisation qui peut proposer des moyens très spécifiques, notamment grâce à ses envoyés : le Défap a ainsi pu apporter à la FEPH un appui technique dans le domaine de la gestion de projets, de la recherche de financements, en matière de pédagogie… »

L’urgence et le temps long

Les images d’une catastrophe, comme celles des ravages du cyclone Batsirai, appellent une réponse immédiate. Les actions d’urgence sont nécessaires : elles sauvent des vies. Mais au-delà, il s’agit de construire. À Madagascar, en Haïti, ou ailleurs, ce sont les relations établies sur le long terme qui permettent de sortir des interventions d’urgence. C’est précisément dans ces relations entretenues sur le temps long que se placent les actions du Défap.



Madagascar : image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

« Que faites-vous pour Madagascar ? »

La question a été posée à de multiples reprises au Défap depuis la diffusion des images montrant les destructions du cyclone Batsirai. Sur une bande côtière de 150 km de long, entre Mananjary et Mahanoro, tout a été ravagé : arbres abattus, rivières en crue, routes coupées, bâtiments à terre ou privés de toit, cultures inondées et perdues, alimentation électrique défaillante.

Pour Madagascar, les réponses à l'urgence sont en cours. La fondation La Cause, organisme protestant proche du Défap, a lancé un appel pour aider à reconstruire des orphelinats à Mananjary. Le Défap soutient pour sa part un projet de reconstruction lancé par ADRA-Madagascar, en lien avec ADRA-France ; le Défap et ADRA sont en partenariat via la plateforme Solidarité Protestante.

Mais la vraie question est plutôt : que faire après la phase d'urgence ? Ce n'est pas qu'un problème d'objectifs et de moyens, mais de relations.

Les interventions d'urgence : l'exemple d'Haïti

La même question aurait pu être posée à propos d'Haïti après le séisme de 2010. Une catastrophe sans précédent : 280.000 morts, 300.000 blessés et 1,3 million de sans-abris, une grande partie de Port-au-Prince détruite. Des images de destruction relayées dans le monde entier et qui ont suscité un élan de solidarité inédit. Une mobilisation internationale sans équivalent. Des promesses de reconstruction, 12 milliards de dollars collectés pour cet énorme chantier. Douze ans plus tard, les promesses de reconstruction n'ont pas été tenues. L'espoir s'est peu à peu transformé en gâchis. Un symbole l'illustre : le palais présidentiel, qui s'est écroulé lors du séisme, n'a toujours pas été reconstruit. Seul « effort » visible : les gravats ont été déblayés. Le nouvel hôpital est encore en construction. Le bâtiment qui doit accueillir l'ensemble des ministères aurait dû être inauguré en mars 2018. Les bâtiments reconstruits avec les moyens du bord ne

sont toujours pas en mesure de résister aux séismes, fréquents dans la région : en témoignent les effets des secousses d'août 2021 et de janvier 2022.



Madagascar : élèves de Mahanoro, devant une salle de classe construite avec l'aide du Défap © Florence Taubmann, Défap

Au-delà de cette solidarité née de l'émotion, des images, et dont les résultats à moyen terme sont décevants, le protestantisme français entretient avec Haïti des relations de longue date. Dès 2008, le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la Fédération Protestante de France. En 2010, au moment du tremblement de terre, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants : la Mission Biblique, le Défap, la fondation La Cause, le SEL (Service d'Entraide et de Liaison), ADRA-France, l'Église du

Nazaréen, le journal Réforme. Tous ces acteurs entretiennent depuis des années des liens privilégiés en soutenant des institutions (la Fédération Protestante d'Haïti), des écoles (via la FEPH, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, qui grâce à son réseau de 3000 écoles, revendique la scolarisation de 300.000 enfants), des orphelinats (à travers La Cause)… ADRA-Haïti, pour sa part, est impliquée dans un projet de reboisement crucial dans un pays où 95% des forêts ont disparu en 200 ans, provoquant érosion des sols, glissements de terrain et aggravant la fragilité du pays face aux intempéries. Autant de relations et de projets qui se sont poursuivis, au-delà des catastrophes et des aléas politiques.



Haïti : membres d'ADRA dans la zone frappée par le séisme d'août 2021 © ADRA Haïti

Les nécessités de l'urgence ne doivent pas oblitérer celles du temps long.

L'urgence, ce sont des vies à sauver. Ce sont des actions de court terme qui nécessitent un financement, des infrastructures, une logistique. Le Défap y est impliqué notamment à travers sa participation à la plateforme

Solidarité Protestante, à laquelle il contribue financièrement, et à travers les partenaires de cette plateforme. Le comité de cette plateforme est piloté par la Fondation du Protestantisme et la Fédération protestante de France qui s'entourent d'ONG et d'institutions chrétiennes expertes dans l'aide humanitaire d'urgence et de crise.

Ces institutions et cette plateforme ne peuvent fonctionner que par la générosité des donateurs. Cette générosité, et le savoir-faire des organisations concernées, sont nécessaires. Mais l'urgence n'a qu'un temps. Les images de catastrophes s'oublient vite. Or il faut reconstruire. Et plus que cela : construire. Construire là où il n'y avait rien. Construire, au-delà des bâtiments détruits, des toits emportés par un cyclone ou des murs fissurés par un tremblement de terre. Car les dégâts matériels ne sont que peu de choses, face aux destins qu'il s'agit d'édifier.

Ces destins, ce sont notamment ceux d'enfants, à Madagascar ou Haïti, ou ailleurs, qu'il s'agit de former et d'équiper pour qu'ils puissent travailler efficacement à l'avenir de leur pays. En leur donnant des connaissances et une espérance.

Notre rôle premier, au Défap, c'est de travailler aux relations entre Églises.

Des partenaires de confiance, des relations entretenues sur la durée

Ces relations impliquent que les projets sont co-construits avec des partenaires présents sur place et qui connaissent bien les besoins, non seulement à court, mais aussi à long terme. Ces relations ont été consolidées par des décennies de compagnonnage et de confiance. Les Églises ont un rôle fondamental de lien social : elles aident à construire un vivre-ensemble. Elles agissent sur les représentations et sur les mentalités. Elles ne sont liées ni par le temps court des politiques ou des ONG, ni par les nécessités de l'urgence. En

France, les obligations liées à la laïcité ont conduit nombre de structures liées aux Églises à se dédoubler, entre organisations ecclésiales et organisations à rôle social. Ailleurs, ce sont les mêmes structures qui prennent à charge les cultes, mais aussi des hôpitaux, des écoles, des organismes d'entraide. Elles sont intimement liées à la société. Elles prennent en charge les exclus, sont une voix qui plaide pour le respect de l'humain ; elles dépassent le présent et l'émotion, les intérêts privés. Quand l'importance du vivre-ensemble est prise en compte par les politiques publiques, les Églises peuvent et doivent être une aide. Car nul ne peut prétendre s'impliquer dans des actions ayant un impact sur la société en faisant abstraction de ses convictions les plus profondes, celles qui fondent son identité, sa conception du monde et de l'humanité. Quand les États sont défaillants – et les exemples sont nombreux, de Port-au-Prince à Bangui – elles peuvent devenir les seules structures qui tiennent debout.



Haïti : une envoyée du Défap auprès de la FEPH lors d'une intervention dans une école sur la gestion des risques et des désastres © Défap

Le Défap travaille dans les domaines de la santé, du développement local, de l'enseignement. Avec des partenaires connus de longue date. Ce ne sont pas des inconnus auxquels on tend la main en cas d'accident, mais des amis qu'il s'agit d'aider si le besoin s'en fait sentir. Des visages et des noms. Des destins que nous aidons à construire, depuis des années. Nos envoyés les ont rencontrés et les connaissent. Ces destins se forgent sur le temps long d'une vie humaine. Il peut s'agir d'un médecin issu d'un orphelinat d'Haïti. Il peut s'agir d'enfants apprenant le français à Madagascar, et qui pourront ainsi poursuivre leur cursus dans un pays où la connaissance du français conditionne l'accès à des études supérieures. Il peut s'agir d'un boursier venu faire des recherches en France, et appelé à jouer un rôle éminent dans

son Église une fois de retour dans son pays. Tous ces destins sont autant de graines de changement. Pour éviter de sortir de l'urgence. Pour que ceux que nous aidons aujourd'hui après une catastrophe soient demain en mesure d'éviter de nouvelles catastrophes. Pour sortir de ce cycle dans lequel l'intérêt de l'autre n'est suscité que par des images de bâtiments détruits.

Notre rôle est d'aider à créer la possibilité d'un avenir.

Madagascar : solidarité et demandes d'aide après le cyclone Batsirai

Églises et organisations civiles se mobilisent à Madagascar pour venir en aide aux victimes de la tempête. La FJKM fait état de nombreuses églises et écoles détruites : « toute contribution possible pour aider à ces efforts de reconstruction serait très appréciée ». ADRA, avec laquelle le Défap est en lien via la plateforme Solidarité Protestante, prévoit un projet de reconstruction. La fondation La Cause, proche du Défap, lance un appel pour réparer deux orphelinats ayant subi de gros dégâts. Alors même qu'une nouvelle tempête approche, Dumako, qui devrait toucher des régions aux sols gorgés d'eau.



Jeunes mobilisés à Fianarantsoa pour venir en aide aux victimes du cyclone Batsirai, photo envoyée par Michel Brosille © DR

Ce pourraient être des images envoyées par une organisation humanitaire : des jeunes portant des sacs de denrées, une distribution de nourriture organisée dans un gymnase… À ceci près que ces volontaires intervenant après la catastrophe représentée par le cyclone Batsirai sont, non pas des membres d'ONG, mais des scouts malgaches. Les dégâts provoqués par la tempête dans tout le sud-est de Madagascar ont généré un élan de solidarité dans les villes moins touchées, comme ici, à Fianarantsoa, où de nombreux jeunes ont répondu à l'appel au volontariat pour aider et prendre en charge les victimes au gymnase Ambatomena. Environ 1700 personnes ont ainsi pu être reçues et soignées. De tels témoignages de solidarité, le Défap en reçoit régulièrement de la part de ses volontaires présents dans la grande île, qui ont eu la chance de travailler dans des régions (situées entre Antsirabé et

Tananarive) et avec des partenaires ayant échappé au plus gros de la tempête.



Dégâts du cyclone Batsirai © FJKM

Il n’en reste pas moins que les dégâts sont énormes. Quelques jours après le passage de Batsirai, le bilan officiel dépasse les 100 morts et les 70.000 personnes déplacées. La FJKM (Église de Jésus-Christ à Madagascar), principale partenaire locale du Défap avec la FLM (Église luthérienne malgache), et à laquelle sont liées nombre des structures qui reçoivent des envoyés du Service protestant de mission, a aussi lancé une évaluation exhaustive des destructions matérielles. En tout, ce sont 256 Églises qui ont subi des ravages, dont 164 ont été détruites entièrement, et 108 écoles qui ont été touchées, dont 55 détruites. Plus de 9000 élèves se retrouvent temporairement privés de possibilité de poursuivre leurs études. Sept villes ou régions synodales apparaissent particulièrement touchées : Mananjary (frappée de plein fouet

par le cyclone), Fianarantsoa, Ambositra, Ambalavao, Manakara, Vatomandry (près de Mahanoro où le Défap a financé une salle de classe) et Toliara.

Une lettre de la FJKM au Défap



Dégâts du cyclone Batsirai © FJKM

« Alors que des rapports continuent d'arriver, il est déjà évident que de nombreuses écoles et églises ont subi des dommages structurels majeurs (toits arrachés, bâtiments effondrés) » , indique le président de la FJKM, le pasteur Ammi Irako Andriamahazosoa, dans une lettre envoyée au Défap. « La FJKM lancera un appel aux Églises et aux individus (…) pour qu'ils contribuent à l'aide aux familles touchées et aux efforts de reconstruction (…). Toute contribution possible pour aider à ces efforts de reconstruction serait très appréciée. »



Dégâts du cyclone Batsirai © FJKM

Les ravages sur les bâtiments, mais aussi sur les infrastructures (routes et ponts) ont été d'autant plus importants que le cyclone Batsirai a frappé Madagascar très peu de temps après la tempête Ana : moins violente, elle avait toutefois provoqué d'importantes inondations et s'était traduite par 55 morts. Et une autre menace se profile déjà : celle de Dumako, tempête tropicale qualifiée de « modérée », mais qui va toucher toute la côte nord-est de l'île alors que les sols sont saturés d'eau, les terres et les routes fragilisées.



Dégâts du cyclone Batsirai © FJKM

La fondation La Cause, proche du Défap et qui soutient des centres d'accueil d'enfants à Mananjary, région ayant subi les plus gros dégâts, a déjà lancé un appel aux dons pour aider à la reconstruction du Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et du centre Akany Fanantenana. Vous pouvez **obtenir plus de détails et découvrir comment aider ici**. Le Défap soutient pour sa part un projet de reconstruction lancé par **ADRA-Madagascar**, en lien avec ADRA-France ; le Défap et ADRA sont en partenariat via la plateforme Solidarité Protestante.

Retrouvez ci-dessous plus d'images de Madagascar :

Madagascar après le passage du cyclone Batsirai

Le cyclone a ravagé une bande côtière de plus de 150 km de long au sud-est de l’île, abattant arbres et

maisons, submergeant les cultures et coupant les routes. Si les envoyés du Défap étaient dans des villes qui sont restées relativement épargnées, ils donnent des nouvelles des dégâts dans les régions directement impactées.



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Des vents de plus de 170 km/h, avec des rafales à 235 km/h – et surtout, la pluie tombant en déluge, les inondations et la boue : dans les zones directement touchées par Batsirai, ni les arbres, ni les maisons traditionnelles n'ont résisté. Et même les bâtiments en dur se sont souvent retrouvés privés de toit. Après avoir fait des dégâts croissants à l'île Maurice, puis à La Réunion, le cyclone a atteint la côte sud-est de Madagascar samedi soir vers 20 heures (soit 18 heures en France), frappant de plein fouet toute la région comprise entre Mananjary et Mahanoro. Il a ensuite traversé l'île d'est en ouest en perdant de la puissance, pour rejoindre le canal du Mozambique au niveau de Tuléar.

C'était la deuxième tempête à atteindre Madagascar depuis le début de l'année – la précédente, Ana, moins violente mais accompagnée de fortes pluies, ayant fait 55 morts à la fin du

mois de janvier. Batsirai était suivie par les météorologues depuis le 24 janvier, et les deux tiers de Madagascar avaient été placés en état d'alerte alors que la dépression se renforçait à l'approche de la grande île, jusqu'à être classée « cyclone tropical intense ».

À Mananjary, la rue principale est un champ de ruines



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Si les villes où se déroulent les missions des envoyés du Défap ont été relativement épargnées, celles de la région côtière sont en grande partie détruites. À Mananjary, la rue principale ressemble à un champ de ruines, encombrée de débris d'arbres et bordée de frêles constructions dont les toitures en tôle se sont envolées. Seules quelques bâtisses en béton ont résisté. Les habitants traumatisés ne savent ni où dormir,

ni où trouver de quoi subsister, et en appellent aux autorités. C’est dans cette ville que la fondation La Cause, proche du Défap, soutient deux centres d’accueil pour enfants : le centre Akanay Fanantenana et le Catja (Centre d’Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés), qui ont tous deux subi de gros dégâts. À Mahanoro, où le Défap a financé une salle de classe, beaucoup d’arbres et de maisons sont également à terre, les rues sont inondées ; mais les nouvelles des partenaires recueillies par Louise, ancienne envoyée du Défap dans cette ville, sont plus rassurantes. Plus à l’intérieur des terres et plus au nord, à Fandriana, Antsirabe et en remontant vers Tananarive, la capitale, les envoyés du Défap font état d’un impact décroissant de la tempête.



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Les informations les plus complètes sur les conséquences du

passage de Batsirai sont venues de Michel Brosille, qui effectue régulièrement des missions courtes pour le Défap et se trouve en ce moment à Fandriana : si le bilan au soir du 7 février faisait état de 21 morts, le nombre des sinistrés (70.355) et des déplacés regroupés dans des hébergement d'urgence (62.048, disséminés dans 154 sites) donne une idée des ravages subis par l'île. Pas moins de 211 écoles ont subi des dégâts, allant de salles partiellement détruites à des bâtiments privés de toit, avec pour conséquence l'impossibilité pour 9271 élèves de reprendre les cours. Du côté des infrastructures de communication, les autorités malgaches annoncent 17 ponts coupés et autant de routes – dont la RN7, qui traverse toute l'île du nord au sud. Ce qui aggrave encore la situation des zones les plus touchées, faute de possibilité d'y apporter de l'aide. Véronique Goy, qui travaille pour La Cause, évoque ainsi les stocks de riz de l'aide internationale qui ont été constitués au sud de l'île pour y lutter contre la famine causée par plusieurs années successives de sécheresse : si ces stocks sont bien là, encore faut-il trouver le moyen d'acheminer de l'aide là où les rafales de Batsirai et les inondations ont détruit les cultures… Dans toute la bande côtière au coeur de laquelle se situe Mananjary, les inondations et les glissements de terrain ont ravagé les champs. Or la route vers Mananjary est coupée.



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Les organisations humanitaires présentes notamment dans le sud de l'île redoutent une nouvelle crise humanitaire. Entre les inondations qui ont frappé le centre du pays lors du passage de la tempête Ana, les dégâts de Batsirai et la sécheresse qui provoque la famine dans le sud, c'est une grande partie de l'île qui est désormais concernée. Le Coordonnateur humanitaire de l'ONU pour Madagascar n'hésite pas à lier directement cette succession de catastrophes au changement climatique.

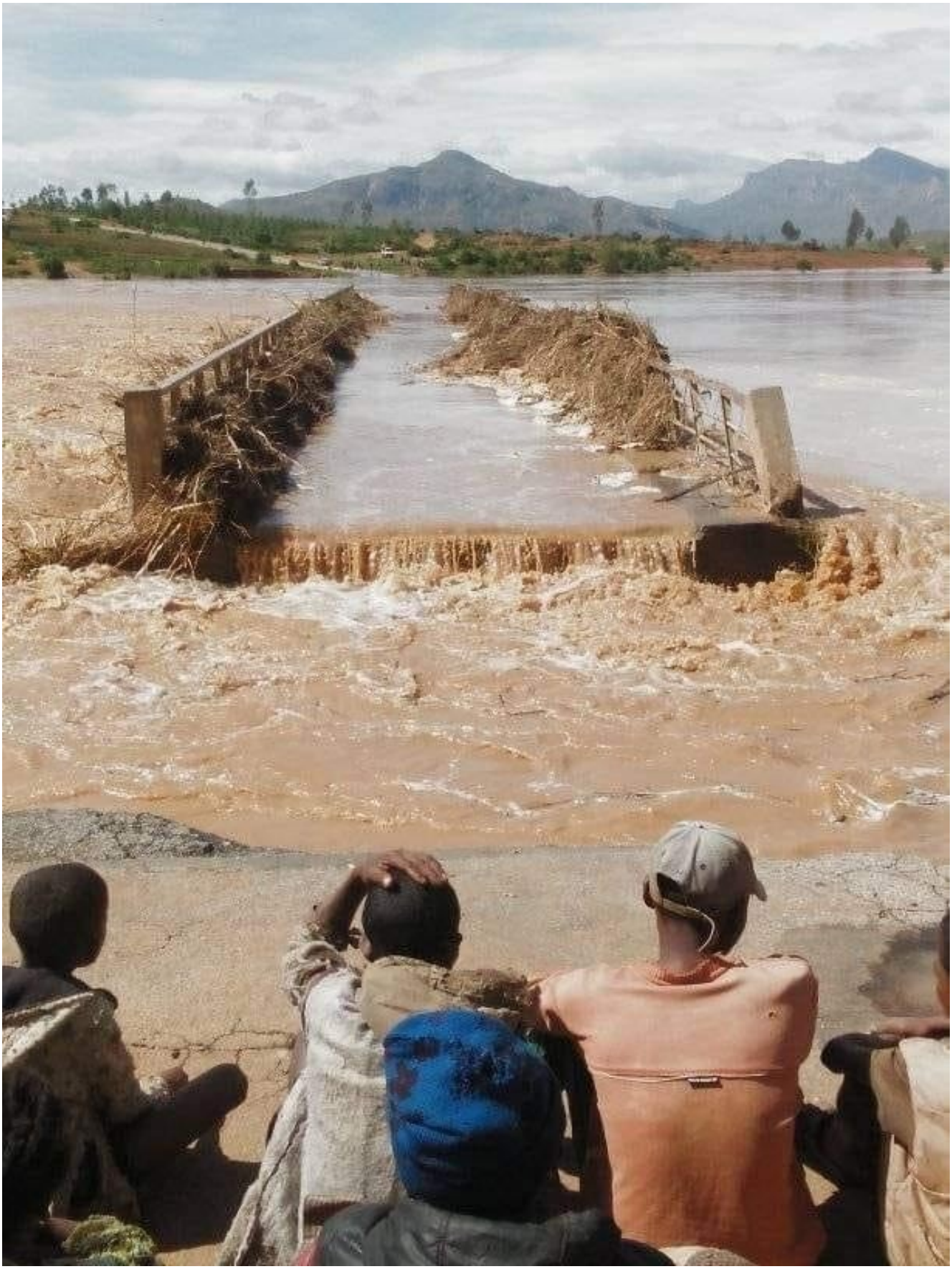

Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel Brosille © DR

Haïti : quand la terre tremble

La secousse d'une magnitude comprise entre 5,2 et 5,4 qui a frappé Haïti le 24 janvier, à 8h16 heure locale, vient rappeler que le pays est soumis à un risque sismique permanent. Une menace qui vient s'ajouter à la série de crises que connaît Haïti.



Christon St Fort © FEPH

Christon St Fort est le directeur de la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH), partenaire privilégié du Défap dans ce pays. Il est ce mois-ci l'invité de Marion Rouillard dans l'émission « **Courrier de mission – le Défap**« , diffusée

sur Fréquence Protestante le 4ème mercredi de chaque mois, de 13h15 à 13h45. Il y évoquera la situation délétère de son pays et l'importance du soutien du Service protestant de mission, partenaire modeste mais solidaire des Haïtiens. Sylvain Cuzent, qui a été envoyé dans ce pays pendant deux ans à partir de 2013, prenant la suite du pasteur Philippe Verseils, rappellera pour sa part le soutien du Défap depuis le séisme du 12 janvier 2010.

Cette émission du 26 janvier (que vous pourrez écouter en direct, mais aussi retrouver en replay sur Fréquence Protestante) va être diffusée alors que le pays vient tout juste de connaître un nouveau séisme. La secousse, d'une magnitude comprise entre 5,2 et 5,4 selon les premières données, s'est produite ce lundi 24 janvier, à 8h16 heure locale, dans le département de l'Ouest, non loin de Port-au-Prince. Christon St Fort devait précisément se rendre sur place pour évaluer les dégâts. La FEPH dispose en effet de l'autorisation de la direction de la Protection civile pour intervenir directement dans les zones sinistrées. Ce nouveau séisme vient raviver les traumatismes des précédents tremblements de terre, et notamment celui de 2010, qui avait fait plus de 280.000 morts et provoqué des destructions immenses ; et il souligne l'importance du risque sismique dans ce pays qui se situe au bord de la plaque caraïbe. S'ils ne sont pas les plus puissants du monde, les tremblements de terre en Haïti font souvent beaucoup de victimes. En cause : les bâtiments qui, pour la plupart, ne sont pas conçus pour résister aux secousses.

Un pays aux multiples crises

Haïti reste à l'heure actuelle très vulnérable aux risques naturels : non seulement les séismes, mais aussi les ouragans et les inondations. Plus de 96% de la population est exposée à des catastrophes de ce type. Et à ce risque permanent viennent s'ajouter les multiples crises que connaît le pays depuis des années. Selon les chiffres de la Banque mondiale, Haïti reste

à l'heure actuelle le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde. En 2020, Haïti avait un PIB par habitant équivalent à 2925 dollars, le plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes et moins d'un cinquième de la moyenne des pays de la région. Selon l'indice de développement humain de l'ONU, Haïti était classé à la 170ème place sur 189 pays en 2020. Les modestes progrès enregistrés en matière de réduction de la pauvreté ont été atténués par une succession de crises, la pandémie de Covid-19, l'assassinat du président Jovenel Moïse et le tremblement de terre d'août 2021 étant les plus récents.

Mais le pire problème auquel Haïti est confronté aujourd'hui reste l'insécurité. Les gangs qui contrôlent des quartiers entiers de Port-au-Prince bloquent l'aide internationale, rançonnent la population en multipliant les rapts et menacent même l'approvisionnement en pétrole du pays.

Dans ces conditions, l'éducation est trop souvent sacrifiée. Or, il est nécessaire pour construire l'avenir d'Haïti que des progrès significatifs soient faits en ce domaine. Dans le pays, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés – une situation qui a encore empiré avec la pandémie de Covid-19 et, surtout, avec le niveau de violence entretenu par les gangs. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

« Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence Protestante

Retrouvez le Défap sur Fréquence Protestante dans Courrier de mission – le Défap, émission présentée par Marion Rouillard, le 4ème mercredi de chaque mois, de 13h15 à 13h45 (et en replay quelques jours après).

Prochain rendez-vous : le mercredi 26 janvier pour une émission consacrée à Haïti et à notre partenaire : la Fédération des écoles protestantes de Haïti. Son directeur Christon St Fort raconte la situation délétère de son pays et l'importance du soutien du Défap, partenaire modeste mais solidaire des Haïtiens. Sylvain Cuzent rappelle le soutien du Défap depuis le séisme du 12 janvier 2010.

Haïti : « Je me souviens »

Un nouveau séisme a frappé Haïti le 24 janvier, à 8h16 heure locale, dans le département de l'Ouest, non loin de Port-au-Prince. Si la secousse, d'une magnitude comprise entre 5,2 et 5,4 selon les premières données, laisse espérer que les dégâts restent limités, ce tremblement de terre n'en ravive pas moins le souvenir de celui, destructeur, de l'été dernier… et surtout celui du 12 janvier 2010, qui avait fait plus de 280.000 morts il y a tout juste 12 ans. À l'occasion de

ce terrible anniversaire, retrouvez ce témoignage de Kettia Jérôme : lors de la catastrophe, elle était dans un orphelinat. « Il n'y avait plus d'espoir », raconte-t-elle. Cet espoir, si elle l'a retrouvé, c'est grâce à l'aide venue de France via La Cause et le Défap, qui lui ont permis de poursuivre et de mener à bien des études de médecine.



Suite au séisme de 2010, grâce au soutien du protestantisme français, des écoliers défavorisés ont pu bénéficier d'aides et poursuivre des études. Ici, Kettia Jérôme, photographiée en 2011 © Sophie Reille pour Défap

« Je me souviens. J'étais à l'église, en train de suivre une étude biblique, quand j'ai commencé à sentir la terre en train de se mouvoir. Au commencement, je pensais que c'étaient des bulldozers, des chars de guerre qui passaient sur la route devant l'orphelinat où je vivais, parce qu'on sentait trembler la terre à chacun de leurs passages. Des gens commençaient à courir, à sortir de l'église. Moi je suis restée assise parce

que je ne comprenais pas vraiment ce qui se passait. Quelques instant après, je n'ai plus rien ressenti. Tout le monde avait été jeté par terre. Alors j'ai voulu me relever… Hélas ! J'étais coincée sous le béton. Plus personne ne pouvait sortir.

Après quelques minutes, puisque tout semblait s'être calmé, des gens sont venus nous retirer de sous les décombres. C'est alors que j'ai entendu dire qu'il y avait eu un tremblement de terre. La plupart d'entre nous n'avions que des écorchures sur tout le corps. Mais un petit garçon de quatre ans a été retrouvé mort sous les ruines. Sa mère l'avait emmené à l'orphelinat un mois après sa naissance. Je m'attendais à entendre des cris, mais il y n'y a eu qu'un silence assourdissant.

Le pasteur Luc Tondreau et sa femme, fondateurs de l'orphelinat, nous ont dit que ce n'était pas prudent de rester debout. Alors nous nous sommes tous réfugiés dans la cour de l'orphelinat.

À chaque secousse tout le monde criait : « Jésus, Jésus… »



Kettia Jérôme, photographiée en 2013 © Sylvain Cuzent pour Défap

La plupart des gens du quartier sont venus nous rejoindre. C'est là que nous avons dormi cette nuit-là. Par la suite, nous avons passé des jours et des nuits à la belle étoile… Je crois que ça n'était jamais arrivé auparavant. On était couché par terre et lors des répliques, on pouvait sentir les secousses au plus profond de soi. La nuit était froide, on avait l'impression qu'il allait pleuvoir. Cette première nuit a été la plus longue que j'aie jamais connue. Tout le monde chantait, priait Dieu pour lui demander pardon parce qu'on pensait que le séisme était la conséquence de notre mauvaise conduite et à chaque secousse tout le monde criait : « Jésus, Jésus, Jésus… ».

Ce qui m'a le plus marquée pendant cette période, ce sont ces camions que je voyais passer tous les jours, remplis de

cadavres que l'on allait les jeter dans une fosse commune à Titanyen *[localité située au nord de Port-au-Prince, NDLR]*. La ville était détruite, couverte de débris et de morts. Il me semblait qu'il y avait plus de morts que de survivants, toutes les activités à Port-au-Prince étaient interrompues.

A l'orphelinat, il n'y avait plus d'espoir, nous vivions dans une misère totale. Mais après quelque temps, nous avons eu la chance de rencontrer des étrangers français, envoyés du Défap et de La Cause en Haïti : parmi eux, le pasteur Philippe Verseils, le Dr Jean Déaux (Mon Parrain) et Madame Fabienne Mühlemann qui de leur côté ont fait le suivi de notre cas. Le Défap et La Cause ont envoyé des aides d'urgence telles que : nourriture, eau potable, soutien aux écoliers, aux orphelinats, aux étudiants… Beaucoup de gens, dont je fais partie, ont bénéficié de leur aide dans le pays. Grâce à ce soutien, j'ai eu la chance de rentrer à l'université : lorsque j'ai terminé mes études classiques en 2009, l'orphelinat n'avait pas de moyens financiers suffisants pour me permettre de poursuivre mon cursus. Mais avec l'aide que j'ai reçue, j'ai pu entrer en faculté de médecine. »

Kettia Jérôme

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 280.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**

En communion avec Haïti

Enlèvements de pasteurs ou de missionnaires, emprise croissante des gangs qui bloquent le pays, ses commerces et ses hôpitaux en empêchant l'accès aux terminaux pétroliers : les nouvelles venues d'Haïti peuvent paraître désespérantes. Mais si la crise haïtienne est multiforme, les Haïtiens ont avant tout besoin qu'on ne les oublie pas.



Des enfants dans un camp pour personnes déplacées à Port-au-Prince, Haïti © ONU/Sophia Paris

« Haïti est un pays assiégé ». L'homme qui s'exprime en ces termes a pour nom Jerry Tardieu ; c'est un ancien élu de l'Assemblée nationale d'Haïti, devenu depuis lors le coordinateur national du mouvement « En Avant » – une formation qui réclame un sursaut national pour sauver le pays face à la déliquescence politique et à l'emprise toujours plus

grande des groupes armés. Ce même Jerry Tardieu n'hésite pas à dénoncer « une collusion au plus haut niveau de l'État, avec des hommes politiques qui veulent que ces gangs puissent servir leur désir de voler les élections ». Un autre bon connaisseur de la politique haïtienne, Daniel Dorsainvil, ancien ministre de l'Économie et des Finances de 2006 à 2009, signe pour sa part une tribune dans Le Nouvelliste, l'un des plus respectés des journaux haïtiens, dans laquelle il appelle à des réformes urgentes en soulignant : « Le quotidien des Haïtiennes et des Haïtiens est fait de frayeur, d'anxiété, d'incertitude, et de mal-vivre. Cette situation ne cesse d'empirer, à un point tel qu'il n'est plus question de s'inquiéter qu'Haïti s'enfonce. Il sied plutôt de constater : Haïti s'est enfoncée. »

À Port-au-Prince, ce sont désormais les gangs qui font la loi, bloquant les terminaux pétroliers et plongeant le pays dans le noir, multipliant les enlèvements, érigeant des barrages sur les routes ; les pays voisins, pour leur part, de la République dominicaine jusqu'aux États-Unis, s'efforcent de se tenir à l'écart du brûlant creuset haïtien. Ceux qui fuient la violence sont refoulés. Les présidents du Panama, du Costa Rica et de la République dominicaine ont appelé les États-Unis à prendre des « mesures concrètes » pour freiner la migration des Haïtiens à travers l'Amérique latine en direction de la frontière américaine. Aux États-Unis même, la volonté de tenir la crise haïtienne à distance est patente, que ce soit à travers les images de migrants repoussés par des gardes à cheval ou à travers les citations d'officiels selon lesquelles les problèmes d'Haïti doivent trouver une solution en Haïti — allusion transparente à l'organisation d'élections dont nul ne pense, en Haïti même, qu'elles pourraient changer quoi que ce soit.

Il est pourtant possible d'agir

Les soubresauts du quotidien haïtien trouvent parfois des échos lorsque des étrangers en sont directement victimes : les

autorités américaines ont ainsi dépêché une équipe du FBI pour aider à la libération d'un groupe de missionnaires de l'organisation « Christian Aid ministries » enlevés le 16 octobre. Ces 17 ressortissants étrangers, 16 Américains et un Canadien, sont toujours séquestrés après l'attaque de leur convoi à Croix-des-Bouquets par le gang des « 400 Mawozo ». Mais les attaques de lieux de culte et les enlèvements de pasteurs, les balles perdues blessant des élèves en plein cours dans leur salle de classe, les barrages et les scènes de guerre civile entre gangs rivaux, font en réalité partie du quotidien. Plus de 100 femmes et enfants ont été enlevés de janvier à août 2021, selon l'UNICEF. Bruno Lemarquis, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies et Coordinateur résident et humanitaire en Haïti, souligne pour sa part que « depuis juin, la violence des gangs dans la région de Port-au-Prince a déplacé au moins 19.000 personnes et a affecté 1,5 million de personnes. » Les équipes de l'ONU ont reçu pour consigne de limiter autant que possible leurs déplacements. La liste des lieux à éviter pour ne pas tomber aux mains d'un groupe armé s'allonge quotidiennement. Le Premier ministre Ariel Henry lui-même, tentant de commémorer le 17 octobre dernier la mort d'un des pères de la nation haïtienne, Jean-Jacques Dessalines, assassiné le 17 octobre 1806 à Pont-Rouge, en a été empêché par un gang armé qui a contraint le convoi présidentiel à quitter les lieux.

Si la crise haïtienne est multiforme, les Haïtiens ont avant tout besoin qu'on ne les oublie pas. Les regards des nations voisines qui se détournent, les réfugiés refoulés aux frontières, sont un blanc-seing donné aux gangs. Dans ces conditions plus que difficiles, il est pourtant possible d'agir. Les partenaires de la Plateforme Haïti, créée sous l'égide de la Fédération protestante de France et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, s'y emploient. L'UEBH (Union Évangélique Baptiste d'Haïti), partenaire haïtien de la Mission Biblique, a pu fournir une

aide financière d'urgence aux familles les plus touchées par le tremblement de terre du 14 août dernier ; elle a aussi appelé, du 30 octobre au 2 novembre, à trois journées de jeûne et de prière à travers l'ensemble de ses Églises pour la situation générale du pays. Présente sur place, ADRA-Haïti a été parmi les premières ONG à intervenir dans les zones touchées par le séisme, distribuant de l'aide en évitant les axes de circulation contrôlés par les gangs. La Fondation La Cause, qui travaille depuis une dizaine d'années avec 8 orphelinats haïtiens, a noué un partenariat avec ADRA-France pour envoyer une aide financière, de façon à permettre la distribution de produits de première nécessité (eau potable, kits alimentaires, kits d'hygiène et tentes) ainsi que le déploiement d'infirmières bénévoles et d'agents de santé communautaire, et la mise en place d'une clinique mobile. Et les divers membres de la Plateforme Haïti restent mobilisés.

N'oublions pas Haïti !

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**

Sacha : premières impressions du Sénégal

Les frontières se rouvrent, partiellement du moins, après l'épisode de fermeture dû à la situation sanitaire, et les missions à l'étranger reprennent. Après nos chroniques « Éloigné, en confinement » qui ont rendu compte de ce que vivaient les envoyés et boursiers du Défap pendant les périodes de restriction des déplacements, voici le témoignage de Sacha : après avoir participé à la session de formation des envoyés de juillet 2021, le voilà au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrit dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Sacha travaille aux côtés d'une sage-femme, Monique Bakkhoum.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Quelles impressions gardes-tu de ton premier contact avec le Sénégal ?

Sacha : Mes premières impressions sont liées à la solidarité, au respect et à l'accueil très chaleureux qu'on m'a fait. Je me suis tout de suite adapté au différentes conditions et coutumes qui ont cours ici. Toutes les choses que je connaissais et mes habitudes que j'avais en France, j'ai dû tout laisser là-bas.

Qu'est-ce qui t'a le plus frappé en arrivant sur ton lieu de mission ? Une anecdote, un souvenir, une image ?

Sacha : Au début, le manque de matériel, surtout pour les accouchements. J'étais complètement dépaysé. Et puis il n'y a pas d'électricité, seulement pour alimenter le frigo qui sert au stockage des médicaments. Il n'y a ni clim ni ventilateur. La chaleur est le plus dur à supporter pendant le travail.

Comment s'est passée la rencontre avec les personnes avec lesquelles tu vas travailler ?

Sacha : Très bien, je travaille avec une infirmière du nom de

Monique : on s’est tout de suite bien entendu. Elle m’explique et me traduit les choses que je ne comprends pas.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd’hui ?

Sacha : Je lui apporte une aide pour les soins et les consultations car elle gère seule un poste de santé dont dépendent 6300 personnes. J’ai été mis en contact avec une ancienne envoyée qui avait occupé le même poste que moi : elle m’a expliqué un peu la mission, ce qui m’a permis de me faire une idée très vite de la situation avant même d’arriver au Sénégal. Maintenant j’ai mon rythme de travail, mes habitudes et je sais quels sont les soins requis pour chaque consultation.

Quelles sont les principales difficultés d’adaptation auxquelles tu as dû faire face depuis ton arrivée ?

Sacha : La chaleur, c’est ce qui me marque le plus : il fait très chaud, et chaque effort sous le soleil est épuisant. Au niveau du matériel médical, je fais avec ce qu’il y a sur place : quoi qu’il arrive, je n’ai pas le choix. L’apprentissage de la langue est aussi compliqué pour moi car il y a le Sérère et le Wolof. Même si j’arrive à me faire comprendre en parlant français avec les personnes qui habitent en ville, dans les villages et pendant les consultations c’est tout de même difficile. La nourriture est principalement composée de riz, ce qui est dur à accepter au début ; mais je me suis bien habitué avec le temps.

Peux-tu nous parler de ce qui se vit avec l’Église locale ?

Sacha : J’ai beaucoup sympathisé avec le président de l’Église, on s’entend vraiment très bien. Je vais au culte le dimanche de temps en temps et on me fait découvrir les différents actions et activités auxquelles l’Église locale participe, et qu’elle finance.

À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais

pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France… Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le

jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de l'inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d'obtenir de l'essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d'un quart des Libanais vivent même sous le seuil d'extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d'avoir accès à des aides d'ONG internationales, voire de constituer une main d'œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n'est pas

signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André, chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris… Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.